

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2015-2016

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

SEPTEMBRE 2016

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2015-2016

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

SEPTEMBRE 2016

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Publié par la Direction des travaux parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.11
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722
Télécopieur : (418) 643-0248

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

Site Web : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/index.html>

ISBN : 978-2-550-76483-0 (Imprimé)

ISBN : 978-2-550-76484-7 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec – 2016

Table des matières

Présentation	1
Les mandats des commissions	5
Tableau 1 Nombre de séances et d'heures, par commission.....	8
Tableau 2 Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission.....	9
Tableau 3 Nombre de séances selon les types de séances, par commission.....	9
Tableau 4 Nombre d'heures selon les types de séances, par commission.....	10
Tableau 5 Nombre de séances selon les types de mandats, par commission.....	10
Tableau 6 Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission.....	11
Les activités des commissions	13
Tableau 7 Nombre de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités.....	15
Figure 1 Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée.....	17
Figure 2 Nombre de projets de lois publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée, par commission.....	17
Tableau 8 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission.....	18
Tableau 9 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	19
L'organisation et le fonctionnement	21
Tableau 10 Nombre de réunions et d'heures des comités directeurs, par commission.....	23
Tableau 11 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	24
Tableau 12 Nombre de séances consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	25
Tableau 13 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	25
Tableau 14 Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	26
Tableau 15 Rapports contenant des recommandations, des observations ou des conclusions.....	27

Perspective historique	29
Figure 3	Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année..... 31
Figure 4	Nombre de consultations particulières et générales, par année 32
Figure 5	Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année 32
Figure 6	Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année 33
Figure 7	Nombre de mémoires reçus, par année 34
Figure 8	Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne..... 34
Figure 9	Nombre de commentaires en ligne reçus..... 35
Lexique.....	37
Annexe I La dénomination et les compétences des commissions	43
Annexe II Tableaux 16 et 17.....	47
Tableau 16	Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission 49
Tableau 17	Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heures et en pourcentage, par commission 50
Annexe III Les fiches détaillées des activités des commissions	51
Commission de l'administration publique	55
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	57
Commission de l'aménagement du territoire.....	59
Commission de la culture et de l'éducation.....	61
Commission de l'économie et du travail.....	63
Commission des finances publiques	65
Commission des institutions	67
Commission des relations avec les citoyens	71
Commission de la santé et des services sociaux.....	73
Commission des transports et de l'environnement.....	75



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

Présentation

Ce rapport est réalisé par le Service des commissions de la Direction des travaux parlementaires. Il présente un portrait statistique des activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Le rapport rend compte des travaux de la Commission de l'Assemblée nationale (**CAN**), de la Commission de l'administration publique (**CAP**) et des neuf commissions sectorielles¹ :

- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (**CAPER**);
- Commission de l'aménagement du territoire (**CAT**);
- Commission de la culture et de l'éducation (**CCE**);
- Commission de l'économie et du travail (**CET**);
- Commission des finances publiques (**CFP**);
- Commission des institutions (**CI**);
- Commission des relations avec les citoyens (**CRC**);
- Commission de la santé et des services sociaux (**CSSS**);
- Commission des transports et de l'environnement (**CTE**).

La **première partie** du rapport présente un portrait global des mandats réalisés par les commissions au cours de la dernière année. La **deuxième partie** porte plus spécifiquement sur les activités des commissions et en particulier l'étude des projets de loi. La **troisième partie** porte quant à elle sur l'organisation et le fonctionnement des commissions et inclut des statistiques sur les consultations publiques. La **quatrième partie** présente des statistiques sur les travaux des commissions dans une perspective historique. Enfin, des **faits saillants**, un **lexique** et **trois annexes** complètent ce rapport.

Les activités des commissions exigent du personnel du Service des commissions un important travail de préparation et de suivi. Il faut également souligner la collaboration de toutes les autres directions de l'Assemblée dont l'apport est essentiel à la réalisation de la mission de la Direction des travaux parlementaires.

¹ L'annexe I présente les champs de compétence des commissions.

FAITS SAILLANTS

- **Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016**, les commissions parlementaires ont tenu **509 séances** représentant **1 471 heures**. À titre de comparaison, les commissions avaient tenu 346 séances pour un total de 1 052 heures en 2014-2015. Cet écart s'explique entre autres par l'élection générale qui s'est tenue le 7 avril 2014.
- Les commissions ont tenu **402 séances publiques** et **107 séances de travail**. Aucune séance à huis clos n'a eu lieu en 2015-2016. Les comités directeurs, composés du président, du ou des vice-présidents et du secrétaire de chaque commission, se sont réunis à 43 reprises.
- Les séances des commissions ont porté sur **137 mandats différents**.
- Les **mandats confiés par l'Assemblée**, soit l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires et l'étude de toute autre matière ont représenté **59,1 % des mandats**, **66,6 % des séances** et **83,5 % des heures** des commissions.
- L'**étude des crédits budgétaires**, qui s'est déroulée du **22 avril au 5 mai 2015**, a nécessité **48 séances** pour un total **198 heures et 30 minutes**.
- L'**étude des projets de loi publics**, incluant les consultations et les études détaillées, est l'activité qui a le plus occupé les commissions au cours de l'année 2015-2016 avec **246 séances** et **868 heures** (59 % de l'ensemble des heures effectué par les commissions).
- Les commissions ont procédé à l'**étude détaillée** de **39 projets de loi** différents et ont examiné **3 323 articles**. Au total, **944 amendements et sous-amendements** ont été proposés dont 650, soit 68,9 %, ont été adoptés.
- Au cours de la dernière année, les commissions ont réalisé **68 mandats comportant des consultations ou d'autres types d'auditions** qui ont représenté **644 heures** de travaux. Ces mandats ont permis d'entendre **763 témoins** (citoyens et organismes) et de recevoir **908 mémoires** et **1 761 commentaires en ligne**. À noter que 66,7 % des consultations portaient sur un projet de loi public. Aucune consultation en ligne n'a eu lieu en 2015-2016.
- Au terme de leurs travaux, les commissions ont déposé à l'Assemblée **onze rapports contenant des observations, des conclusions ainsi que 87 recommandations**.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

**Les mandats des
commissions**

Cette première partie du rapport couvre le nombre de mandats, de séances et d'heures réalisés par les commissions. Les travaux des commissions sectorielles sont regroupés selon leur provenance sous quatre types de mandats :

Les mandats confiés par l'Assemblée : Ce type de mandats comprend l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires ainsi que l'étude de toute autre matière confiée par l'Assemblée.

Les mandats prévus au Règlement de l'Assemblée nationale : Les mandats les plus courants sont l'interpellation et les élections à la présidence et à la vice-présidence des commissions. Cette catégorie inclut également l'étude de la politique budgétaire du gouvernement (CFP) et l'audition du Directeur général des élections et du Protecteur du citoyen (CI).

Les mandats conférés par une loi : Certaines lois en vigueur au Québec confient à des commissions des mandats variés : étude de rapports annuels ou périodiques, examen de la mise en œuvre d'une loi, étude de règlement ou audition des dirigeants d'un organisme public.

Les mandats d'initiative : De leur propre initiative, les commissions peuvent étudier les projets de règlement ou les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères ou des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public. Ce type de mandats doit être adopté à la majorité de chaque groupe parlementaire.

De son côté, la Commission de l'administration publique (CAP) a un mode de fonctionnement particulier, de telle sorte que les mandats que l'article 117.6 du Règlement lui confie ont une portée plus large et continue. Ainsi, sur une base semestrielle (généralement en juin et en décembre), elle dépose son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics.

Quant à la Commission de l'Assemblée nationale (CAN), elle a aussi un mode de fonctionnement différent des neuf commissions sectorielles. De fait, c'est elle qui établit le Règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement. C'est aussi elle qui coordonne les travaux des autres commissions et s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Il importe de préciser que les commissions réalisent leurs mandats dans le cadre d'une ou de plusieurs séances. Une séance se déroule, la plupart du temps, durant la période de travaux parlementaires, c'est-à-dire à l'intérieur des semaines de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée. Les commissions peuvent toutefois siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance. Elles siègent alors hors période de travaux parlementaires.

PORTRAIT GLOBAL

Au cours de l'année 2015-2016, les commissions ont tenu 509 séances représentant un total de 1 471 heures et 12 minutes (**tableau 1**). Ces chiffres incluent tant les séances publiques que les séances de travail. La CI est la commission qui s'est réunie le plus souvent (86 séances) alors que la CSSS est celle qui a effectué le plus grand nombre d'heures (239 heures et 5 minutes). Celle-ci a notamment consacré 28 séances et près de 114 heures à l'étude détaillée du projet de loi n° 20, *Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée*. Aucune séance de la CAN ne s'est tenue en 2015-2016. Toutefois, son comité directeur s'est réuni à neuf reprises, comme le montre le **tableau 10** dans la troisième partie du rapport.

Tableau 1 Nombre de séances et d'heures, par commission

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAN	-	-	-	-
CAP	52	10,2	70:59	4,8
CAPERN	53	10,4	152:56	10,4
CAT	25	4,9	54:54	3,7
CCE	38	7,5	124:48	8,5
CET	52	10,2	166:36	11,3
CFP	59	11,6	179:06	12,2
CI	86	16,9	225:19	15,3
CRC	34	6,7	94:25	6,4
CSSS	67	13,2	239:05	16,3
CTE	43	8,4	163:04	11,1
Total	509	100,0	1 471:12	100,0

Le **tableau 2** présente le nombre de mandats pour lesquels les commissions ont tenu au moins une séance publique ou une séance de travail au cours de la période. Certains mandats peuvent donc avoir commencé l'année précédente alors que d'autres se poursuivront au cours de l'année 2016-2017. Au cours de la dernière année, 137 mandats différents ont fait l'objet d'au moins une séance des commissions. Plus de la moitié de ces mandats (59,1 %) ont été confiés par l'Assemblée. Tel que précisé plus haut, nous retrouvons notamment dans cette catégorie l'étude des projets de loi publics qui a représenté 57 mandats, dont 16 d'entre eux ont été exécutés par la CET. Quant aux 44 mandats prévus au Règlement, près de la moitié (16) ont été réalisés par la CAP. La liste détaillée des mandats par commission, incluant le nombre de séances et d'heures qui leur ont été consacrées, se trouve à l'annexe III du rapport.

Tableau 2 Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats				Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi		
CAN	-	-	-	-	-	-
CAP	-	18	-	-	18	13,1
CAPERNE	6	4	2	-	12	8,8
CAT	10	2	-	1	13	9,5
CCE	7	3	1	1	12	8,8
CET	17	1	-	-	18	13,1
CFP	13	8	1	-	22	16,1
CI	10	5	2	1	18	13,1
CRC	3	2	2	-	7	5,1
CSSS	7	1	1	-	9	6,6
CTE	8	-	-	-	8	5,8
Total	81	44	9	3	137	100,0
%	59,1	32,1	6,6	2,2	100,0	

Les commissions peuvent réaliser leurs mandats en se réunissant en séances publiques, en séances de travail ou en séances à huis clos. Généralement, comme l'indique le **tableau 3**, les commissions se réunissent en séances publiques (79 % des séances). Les séances de travail servent quant à elles principalement à organiser les travaux des commissions ou à se saisir d'un nouveau mandat. La CAP compte toujours plus de séances de travail puisque, pour chaque audition publique qu'elle réalise, elle tient une séance de travail de préparation et une séance de travail de conclusion. En 2015-2016, elle s'est réunie en séance de travail à 35 reprises pour un total d'environ 35 heures (**tableau 4**). Enfin, en 2015-2016, aucune séance à huis clos n'a eu lieu.

Tableau 3 Nombre de séances selon les types de séances, par commission

Commissions	Types de séances		Total	%
	Publiques	Travail		
CAN	-	-	-	-
CAP	17	35	52	10,2
CAPERNE	44	9	53	10,4
CAT	19	6	25	4,9
CCE	32	6	38	7,5
CET	51	1	52	10,2
CFP	54	5	59	11,6
CI	69	17	86	16,9
CRC	24	10	34	6,7
CSSS	56	11	67	13,2
CTE	36	7	43	8,4
Total	402	107	509	100,0
%	79,0	21,0	100,0	

Tableau 4 Nombre d'heures selon les types de séances, par commission

Commissions	Types de séances		Total	%
	Publiques	Travail		
CAN	-	-	-	-
CAP	35:58	35:01	70:59	4,8
CAPERN	143:20	9:36	152:56	10,4
CAT	52:07	2:47	54:54	3,7
CCE	121:43	3:05	124:48	8,5
CET	166:14	0:22	166:36	11,3
CFP	173:44	5:22	179:06	12,2
CI	213:43	11:36	225:19	15,3
CRC	86:49	7:36	94:25	6,4
CSSS	232:11	6:54	239:05	16,3
CTE	160:08	2:56	163:04	11,1
Total	1 385:57	85:15	1 471:12	100,0
%	94,2	5,8	100,0	

Les **tableaux 5 et 6**, quant à eux, présentent le nombre de séances et le nombre d'heures effectuées par les commissions pour chaque type de mandats. Sans surprise, les mandats confiés par l'Assemblée ont représenté 59,1 % des mandats, 66,6 % des séances et 83,5 % des heures des commissions.

Tableau 5 Nombre de séances selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats				Séances de travail*	Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi			
CAN	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	42	-	-	10	52	10,2
CAPERN	38	4	9	-	2	53	10,4
CAT	16	2	-	4	3	25	4,9
CCE	23	3	3	8	1	38	7,5
CET	50	1	-	-	1	52	10,2
CFP	41	10	7	-	1	59	11,6
CI	61	7	4	7	7	86	16,9
CRC	18	2	9	-	5	34	6,7
CSSS	55	1	4	-	7	67	13,2
CTE	37	0	-	-	6	43	8,4
Total	339	72	36	19	43	509	100,0
%	66,6	14,1	7,1	3,7	8,4	100,0	

* La catégorie « Séances de travail » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Tableau 6 Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats				Séances de travail*	Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi			
CAN	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	54:54	-	-	16:05	70:59	4,8
CAPERNE	132:47	2:08	15:50	-	2:11	152:56	10,4
CAT	45:29	4:04	-	4:14	1:07	54:54	3,7
CCE	85:56	5:57	3:04	29:32	0:19	124:48	8,5
CET	166:12	0:02	-	-	0:22	166:36	11,3
CFP	138:47	20:51	18:59	-	0:29	179:06	12,2
CI	197:46	7:14	7:07	8:47	4:25	225:19	15,3
CRC	71:00	2:00	18:39	-	2:46	94:25	6,4
CSSS	230:19	1:52	3:24	-	3:30	239:05	16,3
CTE	160:55	-	-	-	2:09	163:04	11,1
Total	1 229:11	99:02	67:03	42:33	33:23	1 471:12	100,0
%	83,5	6,7	4,6	2,9	2,3	100,0	

* La catégorie « Séances de travail » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2015-2016

Direction des travaux parlementaires

**Les activités des
commissions**

Cette seconde partie du rapport présente des statistiques sur les activités réalisées par les commissions.

LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

Le **tableau 7** présente le nombre de séances et d'heures effectuées par l'ensemble des commissions pour chaque type d'activités². Globalement, l'étude des projets de loi publics, catégorie qui regroupe tant les consultations publiques que les études détaillées, est l'activité qui a occupé le plus les commissions au cours de l'année 2015-2016 avec 246 séances et un peu plus de 868 heures, ce qui représente 59 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions.

Tableau 7 Nombre de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités

Activités	Séances	%	Heures	%
Mandats confiés par l'Assemblée				
Projets de loi publics	246	48,3	868:21	59,0
Projets de loi d'intérêt privé	8	1,6	8:40	0,6
Crédits budgétaires	48	9,4	198:30	13,5
Étude de toute autre matière	37	7,3	153:40	10,4
Mandats prévus au Règlement				
Élections à la présidence et à la vice-présidence	11	2,2	0:24	0,0
Interpellations	15	2,9	29:54	2,0
Autres	46	9,0	68:44	4,7
Mandats d'initiative				
Études de règlement	-	-	-	-
Surveillance d'organisme et reddition de comptes	12	2,4	19:40	1,3
Étude de pétitions	-	-	-	-
Étude de toute autre matière d'intérêt public	24	4,7	47:23	3,2
Mandats conférés par une loi	19	3,7	42:33	2,9
Séances de travail*	43	8,4	33:23	2,3
Total	509	100,0	1 471:12	100,0

* La catégorie « **Séances de travail** » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Parmi les autres mandats confiés par l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires, qui s'est déroulée du 22 avril au 5 mai 2015, a nécessité 198 heures et 30 minutes. Quant à l'étude de toute autre matière, l'Assemblée a notamment donné aux commissions le mandat de tenir plusieurs consultations sur des sujets variés, tels le transport rémunéré de personnes par automobile (CTE), le rapport de la Commission d'examen de la fiscalité québécoise (CFP), le Livre vert sur l'acceptabilité sociale (CAPERN) et le projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres (CI), pour ne nommer que ceux-là.

² La répartition détaillée des activités selon les différentes commissions se retrouvent dans les tableaux 16 et 17 à l'annexe II.

Du côté des mandats prévus au Règlement, des séances ont notamment été consacrées à la poursuite du débat sur le discours du budget (CFP), à l'audition du Directeur général des élections (CI) et aux différents mandats réalisés par la CAP.

Quant aux mandats conférés par une loi, la CI a commencé l'étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, la CAT a procédé à l'étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et la CCE a entendu les dirigeants de treize universités québécoises conformément à la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Enfin, les commissions ont consacré environ 67 heures aux mandats d'initiative suivants :

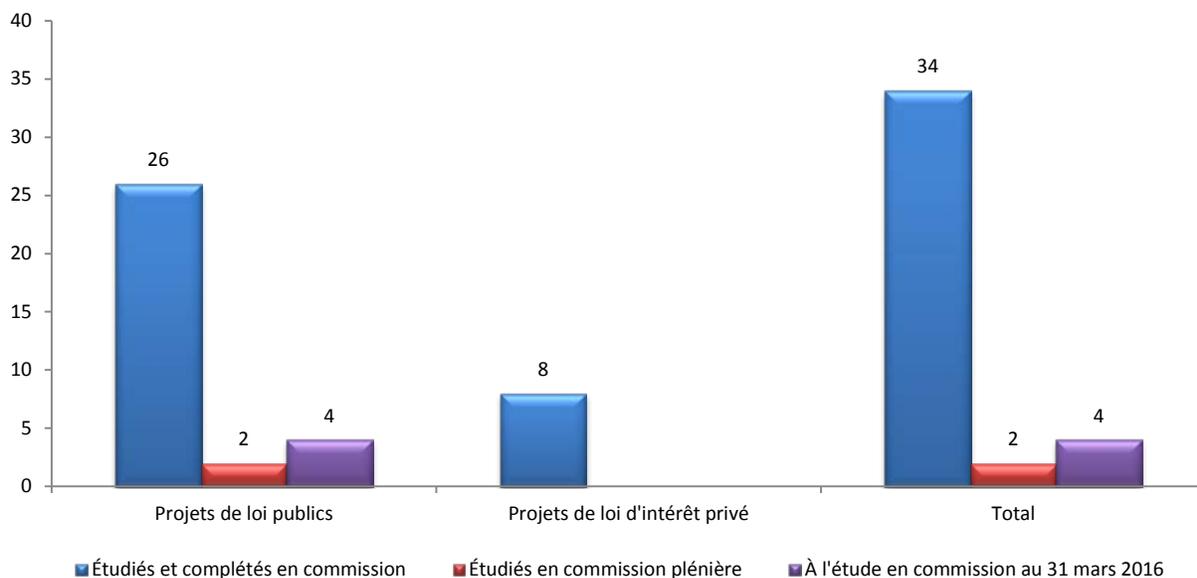
- l'étude du plan de restructuration annoncé par la directrice des poursuites criminelles et pénales (CI);
- l'étude des mécanismes entourant la revente des permis octroyant des places en garderies privées subventionnées (CRC);
- les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale (CRC);
- le phénomène du recours aux paradis fiscaux (CFP);
- l'analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles (CAPERN);
- l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Commissaire à lutte contre la corruption (CI), de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CAPERN) et de la Société de développement des entreprises culturelles (CCE).

L'ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

Qu'ils soient publics ou d'intérêt privé, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière. En 2015-2016, 32 projets de loi publics et huit projets de loi d'intérêt privé ont fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière (**figure 1**). L'étude détaillée a été complétée en commission parlementaire pour 26 projets de loi publics et l'ensemble des projets de loi d'intérêt privé alors que l'étude détaillée de quatre projets de loi publics était toujours en cours au 31 mars 2016. Enfin, notons que du côté des projets de loi d'intérêt privé, six d'entre eux ont été étudiés par la CAT alors que la CCE et la CFP en ont étudié chacun un.

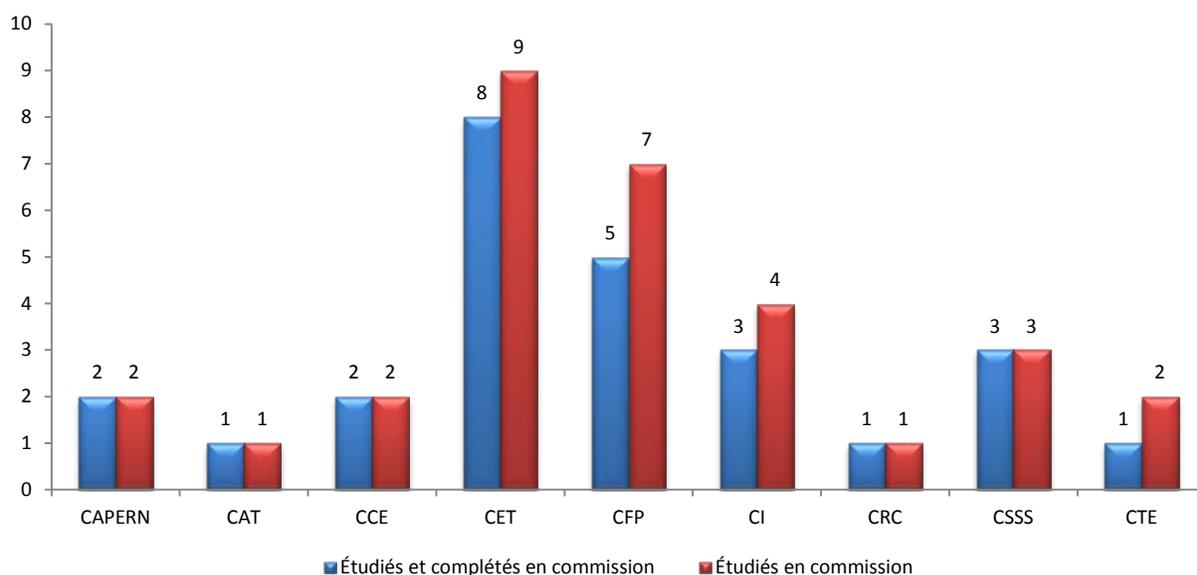
Au cours de la période, deux projets de loi ont été étudiés en commission plénière. D'une part, l'étude détaillée du projet de loi n° 28, *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016*, a commencé à la CFP mais s'est terminée en commission plénière dans le cadre d'une procédure législative d'exception. D'autre part, le projet de loi n°493, *Loi proclamant la Journée Nelson Mandela*, un projet de loi public d'un député de l'opposition, a fait l'objet d'une courte étude détaillée en commission plénière avant d'être adopté par l'Assemblée le jour même.

Figure 1 Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée



La **figure 2** présente quant à elle la répartition du nombre de projets de loi publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée par commission. L'écart entre le nombre total de projets de loi étudiés en commission (en rouge) et le nombre de projets de loi dont l'étude détaillée a été complétée (en bleu) est attribuable au fait que l'étude détaillée de certains projets de loi n'était pas terminée au 31 mars 2016 (quatre projets de loi) et que l'étude détaillée du projet de loi n° 28, commencée à la CFP, s'est terminée en commission plénière. À noter que cette figure n'inclut pas l'étude du projet de loi n° 493, qui s'est déroulée exclusivement en commission plénière.

Figure 2 Nombre de projets de lois publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée, par commission



* La CAN et la CAP ne sont pas incluses dans cette figure puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

L'étude des projets de loi publics, en particulier ceux du gouvernement, représente une part importante des travaux des commissions. Le **tableau 8** précise le nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude détaillée et aux consultations concernant ces projets de loi.

Tableau 8 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission

Commissions*	Étude détaillée		Consultations particulières		Consultations générales	
	Séances	Heures	Séances	Heures	Séances	Heures
CAPERN	17	54:53	10	36:20	-	-
CAT	1	0:23	5	19:22	-	-
CCE	5	12:50	13	48:54	-	-
CET	25	72:03	18	72:12	-	-
CFP	19	53:50	12	40:38	-	-
CI	33	95:11	11	41:44	-	-
CRC	7	23:44	6	27:31	-	-
CSSS	37	153:19	13	59:06	-	-
CTE	10	37:19	4	19:02	-	-
Total	154	503:32	92	364:49	-	-

* La CAN et la CAP ne sont pas incluses dans ce tableau puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

En 2015-2016, les commissions ont consacré 246 séances et plus de 868 heures à l'étude de 39 projets de loi publics différents. D'une part, l'étude détaillée de 31 projets de loi publics a nécessité 154 séances et plus de 503 heures. À la CSSS, le projet de loi n° 20, *Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée*, a notamment fait l'objet de 28 séances et près de 114 heures alors que la CI s'est penchée sur le projet de loi n° 59, *Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes*, pendant 17 séances et près de 53 heures. Avec un total de neuf projets de loi, la CET remporte quant à elle la palme du nombre de projets de loi publics différents ayant fait l'objet d'une étude détaillée.

D'autre part, des consultations particulières ont également été tenues sur 26 projets de loi publics et ont nécessité 92 séances et près de 365 heures. À noter que ce ne sont pas tous les projets de loi étudiés en commission qui ont fait l'objet à la fois d'une étude détaillée et d'une consultation. La CET a été la commission la plus active à ce sujet et a notamment tenu des consultations sur sept projets de loi publics pour un total de 18 séances et plus de 72 heures. Fait à souligner, le projet de loi n° 492, *Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés*, qui a été présenté par une députée indépendante, a fait l'objet de consultations en septembre 2015 à la CAT.

À titre de comparaison, huit séances et 8 heures et 40 minutes ont permis aux commissions d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée de huit projets de loi d'intérêt privé.

Comme le montre le **tableau 9**, au cours de la dernière année, les commissions ont procédé à l'étude détaillée de 39 projets de loi différents et ont ainsi examiné 3 323 articles. Lors de cette étape, les membres de la commission peuvent également proposer des amendements au projet de loi afin de le modifier. Au total, 944 amendements et sous-amendements ont été proposés dont 650, soit 68,9 %, ont été adoptés.

Tableau 9 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission

	Projets de loi	Articles*	Amendements et sous-amendements	
			Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	31	3 318	939	645
Projets de loi d'intérêt privé	8	5	5	5
Total	39	3 323	944	650

* Ce tableau présente le nombre total d'articles contenus dans l'ensemble des projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission, peu importe si l'étude a été complétée ou non. À noter que les articles et les amendements étudiés en commission plénière sont exclus de ce tableau.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

**L'organisation
et le
fonctionnement**

Cette troisième partie du rapport présente des statistiques concernant les réunions des comités directeurs, les consultations publiques et les rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations.

LES COMITÉS DIRECTEURS

Chacune des commissions dispose d'un comité directeur composé du président, du ou des vice-présidents et du secrétaire. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Au cours de l'année 2015-2016, les comités directeurs se sont réunis à 43 reprises, pour un total d'environ 28 heures (**tableau 10**). Le comité directeur de la CRC s'est notamment réuni à douze reprises pour organiser le mandat d'initiative concernant les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

De son côté, le comité directeur de la CAN s'est réuni à neuf reprises afin d'autoriser des commissions à se déplacer et pour approuver des modifications à la liste des présidents de séance. Ces réunions se sont toutefois déroulées par messagerie électronique, ce qui explique l'absence d'heures dans le tableau suivant.

Tableau 10 Nombre de réunions et d'heures des comités directeurs, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAN	9	0:00
CAP	8	7:07
CAPERNE	3	1:03
CAT	2	0:39
CCE	2	0:25
CET	-	-
CFP	5	4:23
CI	1	0:27
CRC	12	13:42
CSSS	1	0:21
CTE	-	-
Total	43	28:07

LES CONSULTATIONS

Les consultations sur invitation (consultations particulières) ou celles s’adressant à l’ensemble de la population (consultation générale) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître publiquement leur opinion, permettant ainsi aux membres des commissions d’être mieux informés sur les sujets à l’étude. Les commissions peuvent également entendre en audition le Vérificateur général du Québec, le Protecteur du citoyen ou les ministères et les organismes publics dans le cadre de mandats portant sur leur gestion administrative et leur reddition de comptes.

En 2015-2016, les commissions ont réalisé 68 mandats comportant des consultations ou d’autres types d’auditions, dont un peu plus de la moitié comportant des consultations particulières (**tableau 11**). Ces consultations peuvent constituer un mandat en soi ou n’être qu’une étape d’un mandat plus large. Du côté des « Autres auditions », les seize mandats réalisés par la CAP étaient majoritairement en lien avec les rapports du Vérificateur général et la gestion administrative de ministères et d’organismes publics. À noter que sont également inclus dans « Autres auditions » les témoins entendus lors de l’étude des projets de loi d’intérêt privé. Une seule consultation générale a eu lieu en 2015-2016 à la CI sur le document intitulé « Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels ».

Tableau 11 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d’auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions	Total	%
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	16	16	23,5
CAPERIN	3	-	1	4	5,9
CAT	3	-	6	9	13,2
CCE	3	-	3	6	8,8
CET	7	-	-	7	10,3
CFP	5	-	1	6	8,8
CI	5	1	3	9	13,2
CRC	2	-	1	3	4,4
CSSS	3	-	-	3	4,4
CTE	5	-	-	5	7,4
Total	36	1	31	68	100,0
%	52,9	1,4	45,6	100,0	

Les **tableaux 12 et 13** illustrent le nombre de séances et d’heures consacrées à ces consultations et auditions. Ainsi, la réalisation de ces mandats a nécessité plus de 644 heures et 172 séances. On constate notamment que la CI, la CTE et la CFP ont tenu le plus grand nombre de séances et d’heures, même si c’est la CAP qui a réalisé le plus grand nombre de mandats différents.

Tableau 12 Nombre de séances consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Séances			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions		
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	16	16	9,3
CAPERNE	15	-	2	17	9,9
CAT	6	-	6	12	7,0
CCE	13	-	7	20	11,6
CET	18	-	-	18	10,5
CFP	20	-	1	21	12,2
CI	17	4	3	24	14,0
CRC	9	-	1	10	5,8
CSSS	13	-	-	13	7,6
CTE	21	-	-	21	12,2
Total	132	4	36	172	100,0
%	76,7	2,3	20,9	100,0	

Tableau 13 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Nombre d'heures			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions		
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	37:21	37:21	5,8
CAPERNE	51:53	-	8:25	60:18	9,4
CAT	21:56	-	8:00	29:56	4,6
CCE	48:54	-	30:05	78:59	12,3
CET	72:12	-	-	72:12	11,2
CFP	79:36	-	0:25	80:01	12,4
CI	61:24	14:26	8:23	84:13	13,1
CRC	39:28	-	1:52	41:20	6,4
CSSS	59:06	-	-	59:06	9,2
CTE	100:52	-	-	100:52	15,7
Total	535:21	14:26	94:31	644:18	100,0
%	83,1	2,2	14,7	100,0	

Le **tableau 14** présente le nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres auditions. En 2015-2016, 763 témoins (citoyens et organismes) ont été entendus en commission, dont 133 à la CTE dans le cadre de cinq mandats qui portaient notamment sur différents enjeux environnementaux tels la cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et le Livre vert visant à moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement. C'est près de 101 heures qui ont été nécessaires pour entendre tous ces témoins à la CTE.

Dans le cadre d'une consultation, les organismes et les citoyens, qu'ils viennent en audition ou non, sont invités à transmettre un mémoire afin d'aider les membres des commissions à mieux comprendre le sujet à l'étude et à connaître la position des témoins sur le sujet. En 2015-2016, 908 mémoires ont été reçus dans le cadre des 68 mandats. L'écart important entre le nombre de témoins entendus et le nombre de mémoires reçus à la CET est en partie attribuable aux consultations particulières sur le projet de loi n° 70, *Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi*, lors desquelles 26 personnes et organismes ont été entendus et 82 mémoires ont été reçus.

Tableau 14 Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières		Consultations générales		Autres auditions	
	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus
CAN	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	25	-
CAPERNE	72	82	-	-	13	10
CAT	29	37	-	-	23	-
CCE	58	90	-	-	16	-
CET	98	181	-	-	-	-
CFP	94	105	-	-	1	-
CI	64	65	20	27	3	-
CRC	46	41	-	-	1	-
CSSS	66	93	-	-	1	-
CTE	133	177	-	-	-	-
Total	660	871	20	27	83	10

* Nombre de citoyens et d'organismes entendus. À noter qu'il ne s'agit pas de témoins différents puisqu'un même organisme entendu dans le cadre de deux mandats différents sera compté deux fois.

LES COMMENTAIRES EN LIGNE

Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur un projet de loi ou un mandat des commissions. En 2015-2016, 74 mandats ou projets de loi ont reçu un total de 1 761 commentaires en ligne.

LES RAPPORTS CONTENANT DES OBSERVATIONS DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Lorsqu'une commission termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Le rapport d'une commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation.

Au cours de l'année 2015-2016, les commissions ont produit onze rapports contenant des observations, des conclusions ainsi que 87 recommandations (**tableau 15**). En comparaison, les commissions avaient produit sept rapports de ce type en 2014-2015 contenant un total de vingt recommandations.

Tableau 15 Rapports contenant des recommandations, des observations ou des conclusions

Commissions	Rapport (et date de dépôt à l'Assemblée)	Nombre de recommandations
Mandats confiés par l'Assemblée		
CI	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres – Observations et recommandations (mai 2015)	3
Mandats prévus au Règlement		
CI	Audition du Directeur général des élections – Observations et conclusions (février 2016)	-
Mandats conférés par une loi		
CAT	Étude des rapports 2011, 2012, 2013 et 2014 de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale – Conclusions et recommandations (février 2016)	2
CRC	Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013 – Observations et conclusions (avril 2015)	-
Mandats d'initiative		
CAPER N	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Commission de protection du territoire agricole du Québec – Observations, conclusions et recommandations (décembre 2015)	16
CAPER N	Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles – Observations, conclusions et recommandations (mars 2016)	5
CCE	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles – Observations (avril 2015)	-

Mandats d'initiative (suite)

CI	Étude du plan de restructuration annoncé par la directrice des poursuites criminelles et pénales – Observations et conclusions (novembre 2015)	-
CRC	Étude des mécanismes entourant la revente des permis octroyant des places en garderies privées subventionnées – Observations et conclusions (juin 2015)	-

Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

	Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Observations, conclusions et recommandations – 32 ^e rapport (juin 2015)	30
	Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Observations, conclusions et recommandations – 33 ^e rapport (décembre 2015)	31



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

**Perspective
historique**

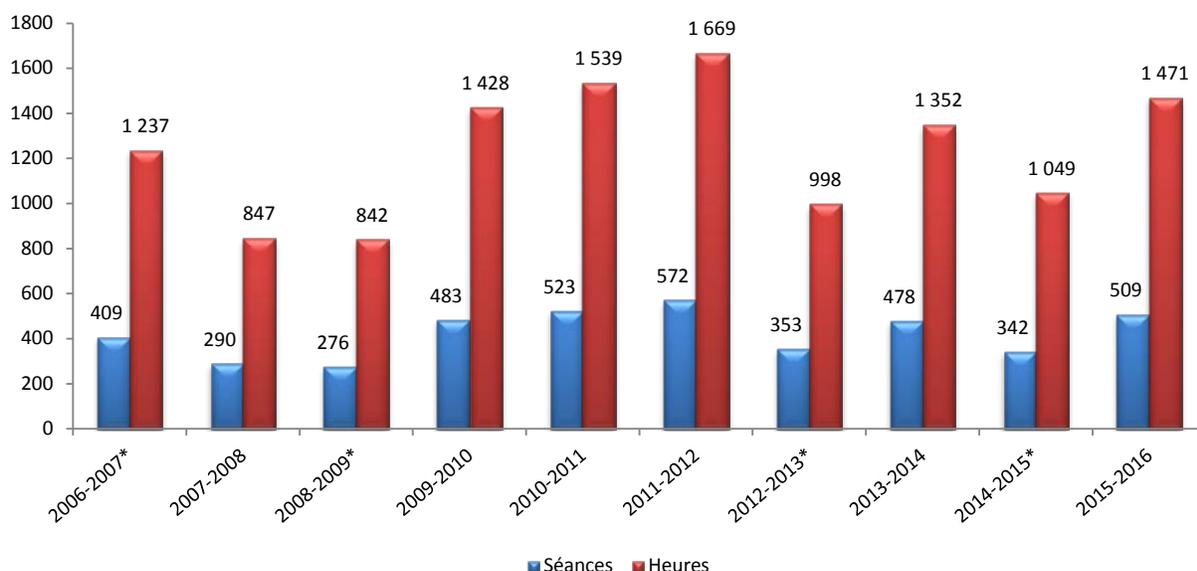
Cette quatrième partie du rapport présente l'évolution des activités des commissions parlementaires sur une période de dix ans.

LES SÉANCES

Dans un premier temps, la **figure 3** présente la variation du nombre de séances et du nombre d'heures effectuées en commission annuellement. Au cours des dix dernières années, les commissions ont effectué en moyenne 424 séances et 1 243 heures chaque année.

On constate toutefois un niveau d'activité des commissions plus faible les années où s'est tenue une élection générale de même que lors des deux précédents gouvernements minoritaires (2007 à 2009 et 2012 à 2014). Quant au niveau élevé d'activité atteint en 2011-2012, celui-ci est en partie attribuable à la consultation générale et aux séances de travail de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité.

Figure 3 Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année

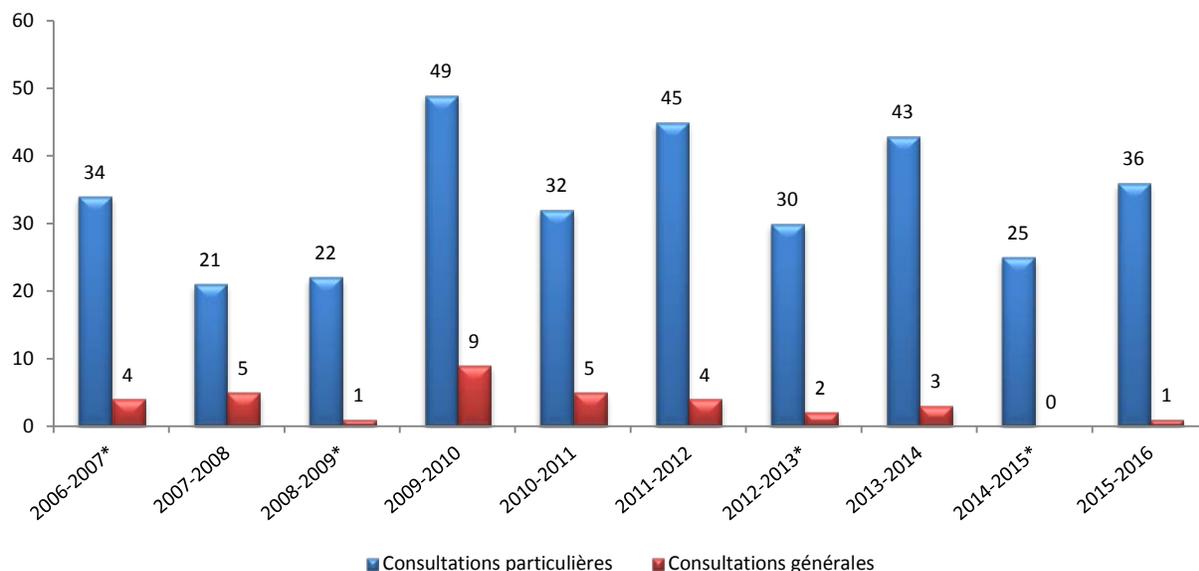


* Années d'élections générales

LES CONSULTATIONS

Les **figures 4 et 5** présentent le nombre de consultations particulières et générales ainsi que le nombre de séances et d'heures consacrées annuellement à ces mandats. On note, entre autres, une diminution significative du nombre de consultations générales depuis l'année 2009-2010, qui a été marquée par l'adoption en avril 2009 d'une importante réforme parlementaire.

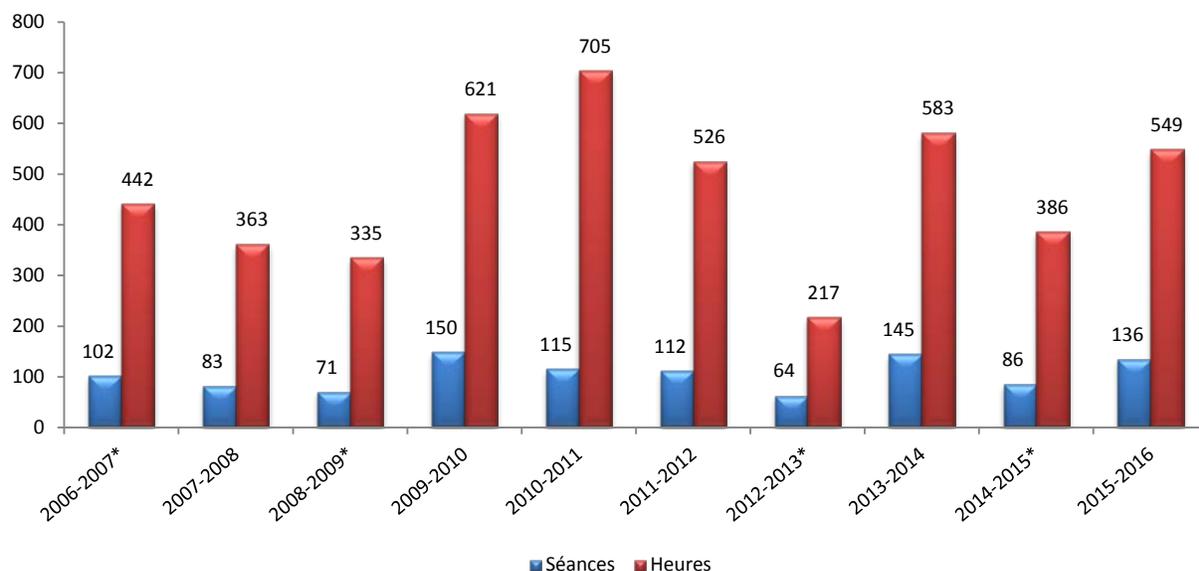
Figure 4 Nombre de consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

Note : Avant 2014-2015, certaines auditions effectuées par les commissions sectorielles, notamment la reddition de compte des ministères et organismes, étaient comptabilisées dans les consultations particulières.

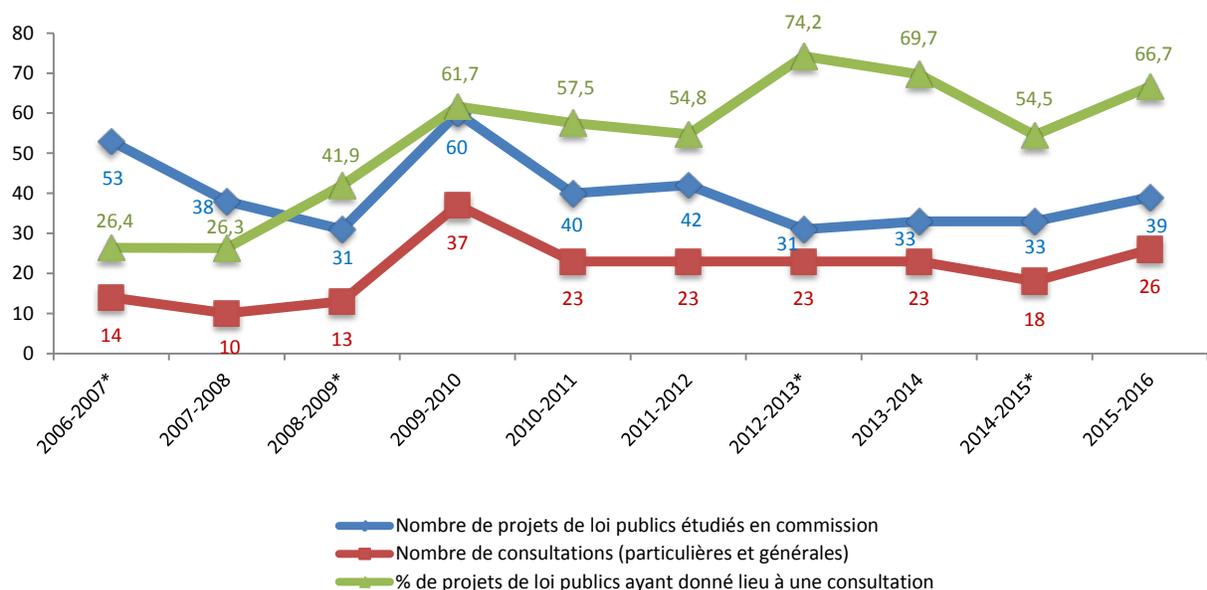
Figure 5 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

La **figure 6**, quant à elle, montre le nombre de consultations particulières et générales qui ont porté sur des projets de loi publics. On constate notamment une hausse importante du nombre de projets de loi publics étudiés en commission qui ont donné lieu à une consultation particulière ou générale. Ainsi, depuis l'année 2009-2010, ce sont près des deux tiers des projets de loi publics étudiés annuellement par les commissions qui ont préalablement fait l'objet d'une consultation publique.

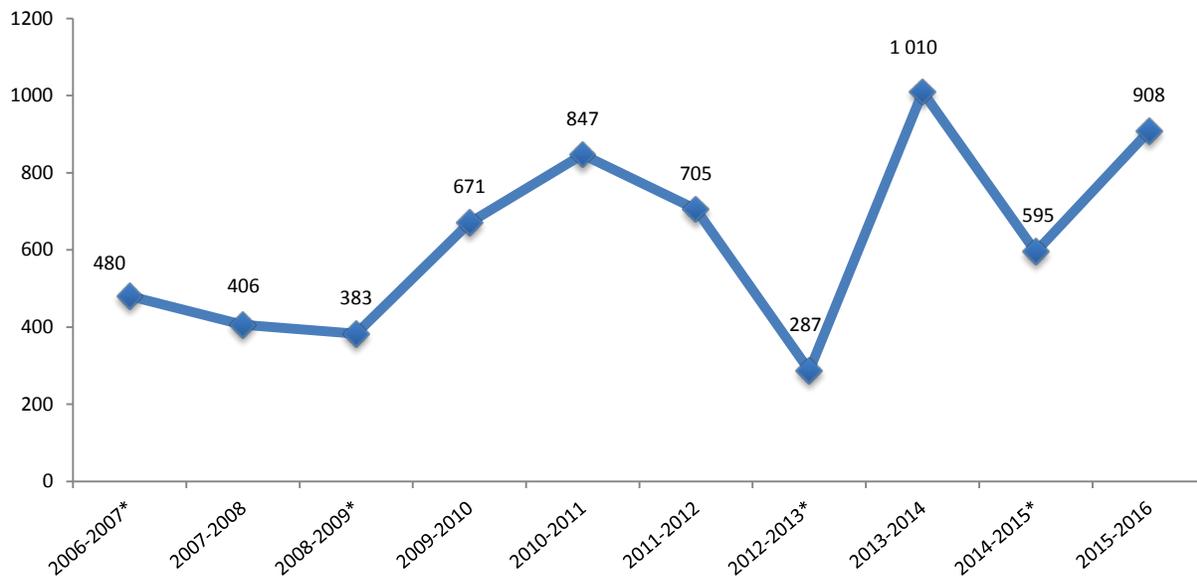
Figure 6 Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année



* Années d'élections générales

La **figure 7** présente le nombre de mémoires reçus annuellement lors des consultations publiques. Au cours de la dernière année, 908 mémoires ont été reçus, dont 96 lors des consultations particulières sur le projet de loi n° 86, *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire*. En 2013-2014, le nombre élevé de mémoires reçus s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*, durant laquelle 269 mémoires ont été reçus.

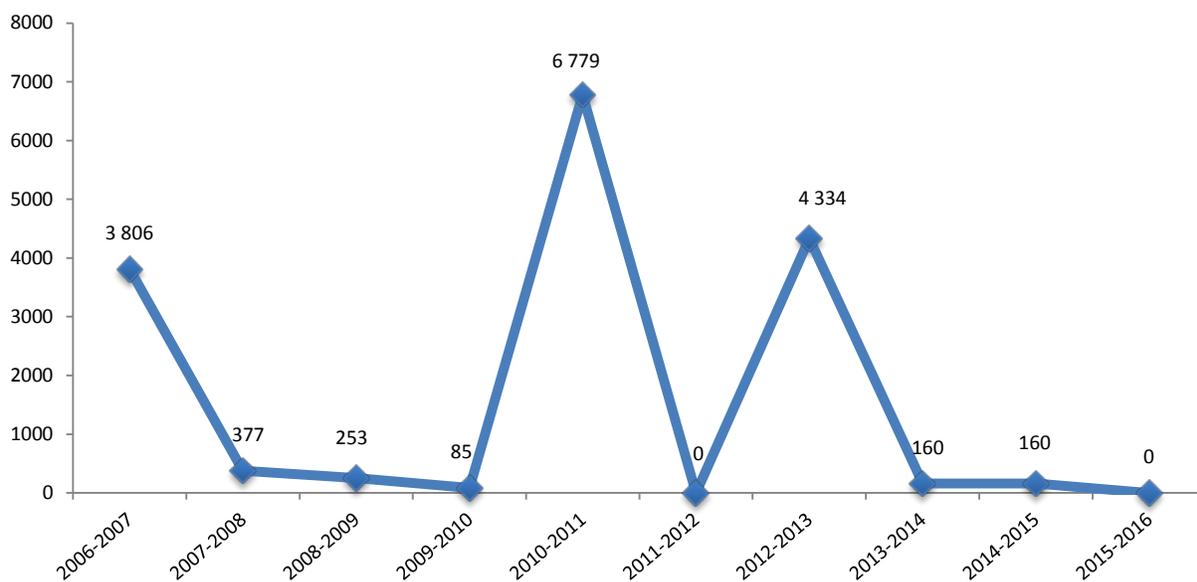
Figure 7 Nombre de mémoires reçus, par année



* Années d'élections générales

La **figure 8** illustre le nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne. Le nombre élevé de réponses reçues lors de certaines années est notamment attribuable à la tenue de trois consultations générales. Ces consultations ont été tenues en 2006-2007 sur le mandat *Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficacité et de qualité* (3 572 réponses); en 2010-2011 sur la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité (6 779 réponses) et en 2012-2013 sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives* (4 334 réponses).

Figure 8 Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne

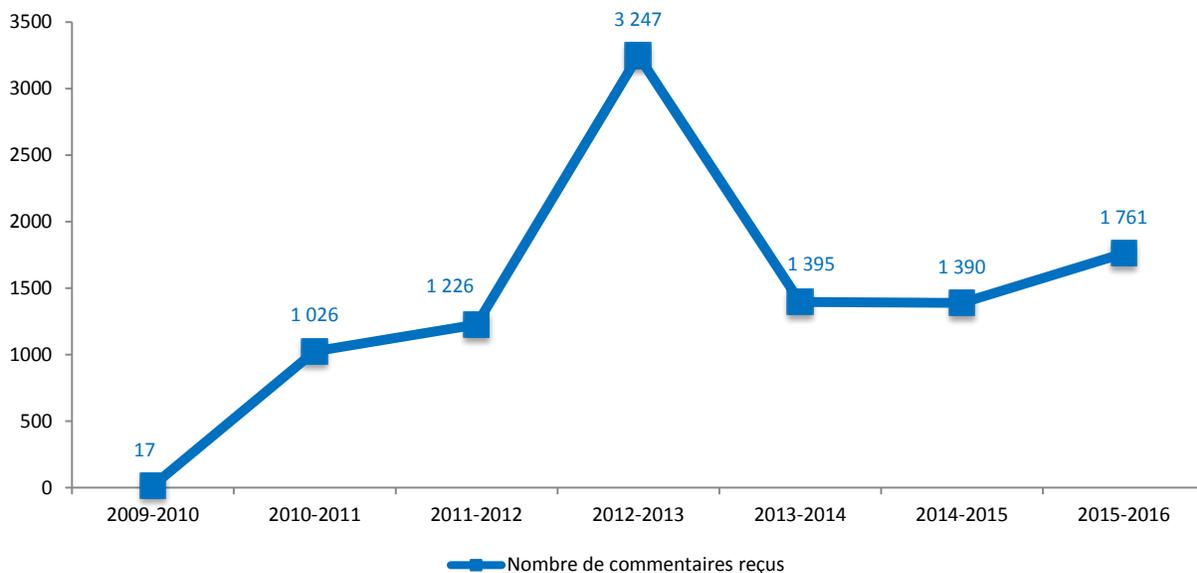


LES COMMENTAIRES EN LIGNE

Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur un projet de loi ou un mandat des commissions. En 2015-2016, 74 mandats ou projets de loi ont reçu un total de 1 761 commentaires en ligne.

La **figure 9** montre d'ailleurs une hausse du nombre de commentaires reçus chaque année depuis la plus récente réforme parlementaire adoptée en avril 2009. À noter qu'en 2012-2013, plus de 3 247 commentaires en ligne ont été reçus. Ce sommet s'explique en partie par le projet de loi n° 78, *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, pour lequel 2 330 commentaires ont été reçus.

Figure 9 Nombre de commentaires en ligne reçus





ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

Lexique

COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur est composé du président, du ou des vice-présidents ainsi que du secrétaire de la commission. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend à l'unanimité les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux de la commission entre les séances.

CONSULTATION GÉNÉRALE

Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public publié dans les principaux quotidiens et dans la *Gazette officielle du Québec* afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les citoyens peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu'elle souhaite entendre et tient des auditions publiques. Une période d'au plus 45 minutes est prévue pour l'ensemble des interventions sans mémoire.

CONSULTATIONS PARTICULIÈRES

Les consultations particulières se limitent aux personnes ou aux organismes choisis par la commission ou par l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour son fonctionnement annuel. Dans l'exercice de son pouvoir de contrôle des dépenses du gouvernement, l'Assemblée délègue aux commissions l'étude de ces crédits budgétaires. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt quinze jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Ainsi, au cours de cette étude, chaque commission examine les divers éléments des programmes pour lesquels des crédits doivent être votés. Le ministre, accompagné de ses principaux fonctionnaires, justifie et défend les crédits de son ministère et des organismes publics qui sont sous sa responsabilité.

ÉTUDE DÉTAILLÉE DE PROJETS DE LOI

Le plus grand nombre de mandats confiés aux commissions par l'Assemblée sont l'étude des projets de loi. Ainsi, les commissions étudient chaque année près d'une centaine de projets de loi. Tous les députés peuvent présenter un projet de loi, mais seuls les ministres peuvent présenter un projet de loi ayant des incidences financières. Les projets de loi se divisent en deux groupes : les projets de loi publics et les projets de loi d'intérêt privé.

INTERPELLATIONS

L'interpellation est un débat tenu entre un député de l'opposition et un ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Faisant suite à un avis publié au feuilleton de l'Assemblée, l'interpellation a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale pendant les semaines où l'Assemblée siège. Il n'y a cependant pas d'interpellation en période de travaux intensifs.

PROJETS DE LOI PUBLICS

Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires et qui ne vont pas à l'encontre du principe du projet de loi. Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut, à l'occasion, tenir des consultations particulières. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants et toutes les personnes qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée ont lieu, la plupart du temps, au cours de la même séance. Lorsque l'audition du requérant et des autres personnes intéressées prend fin commence alors l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public. Toutefois, les requérants peuvent y participer. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée.

SÉANCES PUBLIQUES

La séance publique constitue la règle générale, mais les commissions peuvent également se réunir en séance de travail ou à huis clos. Les séances publiques sont ouvertes à la population et les membres de la *Tribune de la presse* y sont admis. Les délibérations de ces séances sont retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté, depuis 1989, sur le site Internet de l'Assemblée nationale.

SÉANCES DE TRAVAIL

La séance de travail est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Ce type de séances représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

SÉANCES À HUIS CLOS

La séance à huis clos est rare et, contrairement aux autres types de séances, nul ne peut en rapporter les délibérations sans le consentement unanime de la commission et des témoins, s'il en est.

TRAVAUX EN PÉRIODE ET HORS PÉRIODE

Les commissions siègent la plupart du temps pendant la période des travaux de l'Assemblée, à l'exception toutefois des semaines de travail en circonscription. Les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent hors période de travaux parlementaires. Les commissions peuvent se réunir du lundi au vendredi, que ce soit pendant la période de travaux ou non. Fait à noter, lorsque l'Assemblée siège, les commissions ne peuvent pas se réunir lors de la période des affaires courantes.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2015-2016

Direction des travaux parlementaires

Annexe I

**La dénomination
et les
compétences
des commissions**

Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit la dénomination et les champs de compétence des commissions parlementaires de la manière suivante :

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (article 116) :

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un ministère ou organisme et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;
- 3° autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale;
- 3.1° entend, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée et lui fait rapport sans formuler d'observations, conclusions ou recommandations;
- 4° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (article 117.6) :

- 1° vérifie les engagements financiers;
- 2° entend, chaque année, le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- 3° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;
- 3.1° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative;
- 3.2° étudie le rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'administration publique; et
- 4° étudie toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

COMMISSIONS SECTORIELLES (article 118) :

1° Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles :

Agriculture, pêcheries, alimentation, énergie, ressources naturelles;

2° Commission de l'aménagement du territoire :

Aménagement du territoire, affaires municipales, habitation, sports et loisirs, développement des collectivités locales et régionales;

3° Commission de la culture et de l'éducation :

Culture, éducation, formation professionnelle, enseignement supérieur, communication;

4° Commission de l'économie et du travail :

Industrie, commerce, tourisme, travail, main-d'œuvre, science, technologie, sécurité du revenu;

5° Commission des finances publiques :

Finances, budget, administration du gouvernement, fonction publique, revenu, services, approvisionnements, régimes de rentes;

6° Commission des institutions :

Présidence du Conseil exécutif, justice, sécurité publique, constitution, affaires autochtones, relations internationales et intergouvernementales;

7° Commission des relations avec les citoyens :

Relations avec les citoyens, communautés culturelles, immigration, condition féminine, famille, aînés, jeunesse, protection des consommateurs;

8° Commission de la santé et des services sociaux :

Santé, services sociaux et communautaires;

9° Commission des transports et de l'environnement :

Transports, environnement, faune, parcs.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2015-2016**

Direction des travaux parlementaires

Annexe II

Tableaux 16 et 17

Tableau 16 Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats d'initiative				Conférés par une loi	Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Examen de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellation	Autres	Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organisme	Études de pétitions	Examen de toute autre matière			
	Publics	Privé												
CAP	-	-	-	-	2	-	40	-	-	-	-	-	10	52
CAPERN	27	-	6	5	3	1	-	-	7	-	2	-	2	53
CAT	6	6	4	-	-	2	-	-	-	-	-	4	3	25
CCE	18	1	4	-	-	3	-	-	3	-	-	8	1	38
CET	43	-	7	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	52
CFP	31	1	4	5	2	5	3	-	-	-	7	-	1	59
CI	44	-	8	9	2	2	3	-	2	-	2	7	7	86
CRC	13	-	5	-	1	1	-	-	-	-	9	-	5	34
CSSS	50	-	5	-	-	1	-	-	-	-	4	-	7	67
CTE	14	-	5	18	-	-	-	-	-	-	-	-	6	43
Total	246	8	48	37	11	15	46	-	12	-	24	19	43	509
CAP	-	-	-	-	18,2	-	87,0	-	-	-	-	-	23,3	10,2
CAPERN	11,0	-	12,5	13,5	27,3	6,7	-	-	58,3	-	8,3	-	4,7	10,4
CAT	2,4	75,0	8,3	-	-	13,3	-	-	-	-	-	21,1	7,0	4,9
CCE	7,3	12,5	8,3	-	-	20,0	-	-	25,0	-	-	42,1	2,3	7,5
CET	17,5	-	14,6	-	9,1	-	-	-	-	-	-	-	2,3	10,2
CFP	12,6	12,5	8,3	13,5	18,2	33,3	6,5	-	-	-	29,2	-	2,3	11,6
CI	17,9	-	16,7	24,3	18,2	13,3	6,5	-	16,7	-	8,3	36,8	16,3	16,9
CRC	5,3	-	10,4	-	9,1	6,7	-	-	-	-	37,5	-	11,6	6,7
CSSS	20,3	-	10,4	-	-	6,7	-	-	-	-	16,7	-	16,3	13,2
CTE	5,7	-	10,4	48,6	-	-	-	-	-	-	-	-	14,0	8,4
Total (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 17 Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heures et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats d'initiative				Conférés par une loi	Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Examen de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellation	Autres	Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organisme	Études de pétitions	Examen de toute autre matière			
	Publics	Privé												
CAP	-	-	-	-	0:04	-	54:50	-	-	-	-	-	16:05	70:59
CAPER	91:13	-	26:01	15:33	0:08	2:00	-	-	13:11	-	2:39	-	2:11	152:56
CAT	19:45	8:00	17:44	-	-	4:04	-	-	-	-	-	4:14	1:07	54:54
CCE	61:44	0:15	23:57	-	-	5:57	-	-	3:04	-	-	29:32	0:19	124:48
CET	144:15	-	21:57	-	0:02	-	-	-	-	-	-	-	0:22	166:36
CFP	94:28	0:25	19:02	24:52	0:03	10:02	10:46	-	-	-	18:59	-	0:29	179:06
CI	136:55	-	30:13	30:38	0:06	4:00	3:08	-	3:25	-	3:42	8:47	4:25	225:19
CRC	51:15	-	19:45	-	0:01	1:59	-	-	-	-	18:39	-	2:46	94:25
CSSS	212:25	-	17:54	-	-	1:52	-	-	-	-	3:24	-	3:30	239:05
CTE	56:21	-	21:57	82:37	-	-	-	-	-	-	-	-	2:09	163:04
Total	868:21	8:40	198:30	153:40	0:24	29:54	68:44	-	19:40	-	47:23	42:33	33:23	1 471:12
CAP	-	-	-	-	16,7	-	79,8	-	-	-	-	-	48,2	4,8
CAPER	10,5	-	13,1	10,1	33,3	6,7	-	-	67,0	-	5,6	-	6,5	10,4
CAT	2,3	92,3	8,9	-	-	13,6	-	-	-	-	-	9,9	3,3	3,7
CCE	7,1	2,9	12,1	-	-	19,9	-	-	15,6	-	-	69,4	0,9	8,5
CET	16,6	-	11,1	-	8,3	-	-	-	-	-	-	-	1,1	11,3
CFP	10,9	4,8	9,6	16,2	12,5	33,6	15,7	-	-	-	40,1	-	1,4	12,2
CI	15,8	-	15,2	19,9	25,0	13,4	4,6	-	17,4	-	7,8	20,6	13,2	15,3
CRC	5,9	-	9,9	-	4,2	9,6	-	-	-	-	39,4	-	8,3	6,4
CSSS	24,5	-	9,0	-	-	6,2	-	-	-	-	7,2	-	10,5	16,3
CTE	6,5	-	11,1	53,8	-	-	-	-	-	-	-	-	6,4	11,1
Total (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2015-2016

Direction des travaux parlementaires

Annexe III

**Les fiches
détaillées des
activités des
commissions**

LÉGENDE

Mandats	Liste des mandats pour lequel au moins une séance (publique ou de travail) a été tenue au cours de la période (1 ^{er} avril 2015 au 31 mars 2016) Le mandat peut avoir débuté avant le début de la période et se poursuivre l'année suivante
Séances	Nombre total de séances (publiques ou de travail) tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Durée	Durée totale des séances (publiques ou de travail) tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Dates	Dates des séances (publiques ou de travail) tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Remarques	Mandat non terminé : Mandat toujours actif mais non terminé au 31 mars 2016 Procédure législative d'exception : Mandat qui a pris fin à la suite d'une procédure législative d'exception

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandats prévus au Règlement				
Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers	3	02:20	2016-01-29, 2016-01-29, 2016-01-29	
Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle »	3	05:00	2016-02-17, 2016-02-18, 2016-02-18	
Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information »	3	04:07	2016-03-10, 2016-03-10, 2016-03-10	
Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes »	3	04:46	2016-03-24, 2016-03-24, 2016-03-24	
Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et des Exportations	3	02:58	2016-02-24, 2016-02-24, 2016-02-24	
Audition portant sur la gestion administrative de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1	01:13	2015-10-22	
Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique	3	04:09	2016-02-10, 2016-02-10, 2016-02-10	
Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers de la Commission de la fonction publique	1	01:12	2015-10-22	
Audition sur le chapitre 3 du commissaire au développement durable du printemps 2015 portant sur l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation des barrages	3	04:04	2015-09-22, 2015-09-23, 2015-09-23	
Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	3	04:29	2015-09-16, 2015-09-16, 2015-09-16	
Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur l'indemnisation et la réadaptation des travailleurs ayant subi une lésion professionnelle	3	04:39	2015-10-07, 2015-10-07, 2015-10-07	
Audition portant sur la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles	1	01:09	2015-09-08	
Audition portant sur la gestion administrative du ministère du Conseil exécutif	3	04:34	2015-11-18, 2015-11-18, 2015-11-18	
Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1	01:08	2015-09-08	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	3	04:28	2015-05-13, 2015-05-13, 2015-05-13	
Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux	3	04:34	2015-05-06, 2015-05-06, 2015-05-06	
Élection à la vice-présidence	1	00:02	2015-04-15	
Élection de la vice-présidence provenant du groupe parlementaire formant le gouvernement	1	00:02	2016-02-10	
Séances de travail				
Organiser les travaux de la Commission	1	01:15	2015-12-03	
Examiner les rapports annuels de gestion des ministères et organismes et organiser les travaux de la Commission	1	01:39	2015-11-11	
Statuer sur les observations, les conclusions et les recommandations à la suite des auditions de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et de la Commission de la fonction publique du Québec	1	00:24	2015-10-22	
Préparer l'audition de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec sur sa gestion administrative et l'audition de la Commission de la fonction publique du Québec sur sa gestion administrative et ses engagements financiers	1	01:38	2015-10-21	
Préparer l'audition de la Commission québécoise des libérations conditionnelles et l'audition de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec sur leur gestion administrative et analyser les rapports annuels de gestion des ministères et organismes	1	03:54	2015-09-08	
Statuer sur les observations, les conclusions et les recommandations à la suite de l'audition de la Commission québécoise des libérations conditionnelles et l'audition de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1	00:19	2015-09-08	
Organiser les travaux de la Commission	1	00:20	2015-06-12	
Examiner les rapports annuels de gestion des ministères et organismes et organiser les travaux de la Commission	1	02:18	2015-05-20	
Examiner les rapports annuels de gestion des ministères et organismes et organiser les travaux de la Commission	1	02:37	2015-04-15	
Étudier les rapports annuels de gestion et organiser les travaux de la Commission	1	01:41	2016-02-24	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 55, Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	2	07:09	2015-08-18, 2015-08-19	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal	8	29:11	2015-09-14, 2015-09-15, 2015-09-16, 2015-09-17, 2015-09-22, 2015-09-23, 2015-09-24, 2015-10-06	
Étude détaillée du projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal	14	47:50	2015-10-20, 2015-10-21, 2015-10-27, 2015-10-28, 2015-10-29, 2015-11-03, 2015-11-04, 2015-11-05, 2015-11-12, 2015-11-18, 2015-11-19, 2015-11-24, 2015-11-25, 2015-11-26	
Étude détaillée du projet de loi n° 55, Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	3	07:03	2015-09-24, 2015-09-29, 2015-09-30	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	6	26:01	2015-04-22, 2015-04-23, 2015-04-28, 2015-04-30, 2015-05-04, 2015-05-05	
Consultations particulières et auditions publiques dans le cadre de l'étude du Livre vert intitulé Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale	5	15:33	2016-03-15, 2016-03-16, 2016-03-22, 2016-03-23, 2016-03-24	Mandat non terminé
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la présidence	1	00:03	2015-10-29	
Élection à la présidence	1	00:02	2015-09-15	
Élection à la vice-présidence	1	00:03	2016-02-10	
Interpellation de la députée de Mirabel au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le sujet suivant : Les enjeux et défis du secteur agricole au Québec	1	02:00	2015-11-06	
Mandats d'initiative				
Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles	2	02:39	2015-06-04, 2016-02-18	
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Commission de protection du territoire agricole du Québec	7	13:11	2015-04-02, 2015-05-06, 2015-05-14, 2015-05-19, 2015-05-27, 2015-06-11, 2015-12-01	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Séances de travail				
Poursuivre l'élaboration du rapport portant sur l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et de celui sur le phénomène d'accaparement des terres agricoles	1	01:47	2015-11-19	
Discuter de l'opportunité de se saisir d'un mandat de reddition de comptes à l'endroit de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1	00:24	2016-03-15	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 492, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés	2	07:24	2015-09-17, 2015-09-22	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 83, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique	3	11:58	2016-02-23, 2016-02-25, 2016-03-08	
Étude détaillée du projet de loi n° 46, Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit	1	00:23	2015-05-26	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 213, Loi concernant la taxe foncière applicable à PF Résolu Canada Inc. à titre d'autoconsommatrice de l'énergie électrique produite par ses installations hydroélectriques sur le territoire de la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	1	01:02	2015-12-01	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 210, Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec	1	00:20	2015-12-01	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 205, Loi concernant la Ville de Sherbrooke	1	04:12	2015-06-10	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 208, Loi concernant la Ville de Saint-Félicien	1	01:42	2015-06-09	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 207, Loi concernant la Ville de Boucherville	1	00:19	2015-06-09	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Ville de Mercier	1	00:25	2015-06-09	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	4	17:44	2015-04-22, 2015-04-23, 2015-04-24, 2015-05-01	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation du député de Jonquière au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire sur le sujet suivant : Le laxisme du gouvernement dans le dossier des infrastructures, ses compressions dans les différents outils de développement de nos régions et l'absence d'un plan économique pour relancer l'économie du Québec	1	02:00	2016-02-19	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Interpellation du député de Gaspé à la ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional sur le sujet suivant : Le manque de vision du gouvernement en matière de développement des régions	1	02:04	2016-03-18	
Mandats conférés par une loi				
Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale	4	04:14	2015-09-29, 2015-09-29, 2015-10-22, 2015-11-24	
Séances de travail				
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1329-20150915 portant sur le projet touristique De Cap en Cap, entre le Vieux-Québec et le Vieux-Cap-Rouge, et de la pétition n° 1377-20150917 portant sur le dépôt de garantie pour la location d'un logement	1	00:14	2015-09-29	
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1249-20150611 portant sur l'accès aux plans d'eau du Québec	1	00:17	2015-09-22	
Organiser le mandat conféré par la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et statuer sur l'opportunité de se saisir d'un mandat de reddition de comptes	1	00:36	2015-05-12	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 48, Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1	06:59	2015-09-08	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 47, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1	02:34	2015-06-03	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 86, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire	11	39:21	2016-02-16, 2016-02-25, 2016-03-08, 2016-03-09, 2016-03-10, 2016-03-15, 2016-03-16, 2016-03-17, 2016-03-22, 2016-03-23, 2016-03-24	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 48, Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	3	07:32	2015-09-17, 2015-09-24, 2015-09-29	
Étude détaillée du projet de loi n° 47, Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec	2	05:18	2015-06-10, 2015-06-11	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 216, Loi concernant la vente d'un immeuble situé sur le rang Bois-Franc Ouest à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun	1	00:15	2015-12-01	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	4	23:57	2015-04-27, 2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation de la députée de Gouin au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le sujet suivant : L'éducation, une priorité absolue au Québec où tous les enfants doivent être éduqués dans des conditions permettant leur plein développement	1	02:04	2015-11-20	
Interpellation du député de Lac-Saint-Jean au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le sujet suivant : La perte de confiance généralisée envers le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	1	01:53	2015-10-30	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Interpellation du député de Lac-Saint-Jean au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sur le sujet suivant : L'aveu du premier ministre, selon lequel certaines compressions du gouvernement touchent les services à la population, dont ceux destinés aux plus vulnérables, et leurs conséquences directes pour les élèves québécois	1	02:00	2015-10-02	
Mandats d'initiative				
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles	3	03:04	2015-04-14, 2015-04-14, 2015-04-21	
Mandats conférés par une loi				
Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire	8	29:32	2015-08-17, 2015-08-17, 2015-08-18, 2015-08-19, 2015-08-19, 2015-08-20, 2015-09-21, 2015-09-29	
Séances de travail				
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur le rapport de Raymond Chabot Grant Thornton concernant la Commission scolaire de Montréal	1	00:19	2015-05-12	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi	4	20:40	2016-01-27, 2016-02-09, 2016-02-10, 2016-02-17	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 75, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives	3	08:44	2015-12-01, 2016-02-18, 2016-02-23	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 71, Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	01:46	2015-11-24	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 67, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique	4	11:41	2015-11-04, 2015-11-05, 2015-11-10, 2015-11-11	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 57, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées	2	08:50	2015-10-27, 2015-10-28	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 58, Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec	2	08:52	2015-08-31, 2015-09-14	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 42, Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail	2	11:39	2015-05-12, 2015-05-14	
Étude détaillée du projet de loi n° 71, Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	02:05	2015-11-25	
Étude détaillée du projet de loi n° 67, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique	1	04:44	2015-11-19	
Étude détaillée du projet de loi n° 68, Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires	1	00:10	2015-11-17	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Étude détaillée du projet de loi n° 57, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées	3	07:11	2015-11-11, 2015-11-16, 2015-11-17	
Étude détaillée du projet de loi n° 58, Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec	1	03:37	2015-09-22	
Étude détaillée du projet de loi n° 42, Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail	5	16:32	2015-05-26, 2015-05-27, 2015-05-28, 2015-06-01, 2015-06-04	
Étude détaillée du projet de loi n° 43, Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail	2	03:44	2015-05-20, 2015-05-21	
Étude détaillée du projet de loi n° 37, Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	4	11:52	2015-05-13, 2015-05-19, 2015-05-21, 2015-05-25	
Étude détaillée du projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi	7	22:08	2016-03-14, 2016-03-15, 2016-03-16, 2016-03-17, 2016-03-21, 2016-03-22, 2016-03-23	Mandat non terminé
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	7	21:57	2015-04-22, 2015-04-23, 2015-04-27, 2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30, 2015-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la vice-présidence	1	00:02	2016-02-09	
Séances de travail				
Statuer sur la possibilité de se saisir de la pétition présentée par le député de Mégantic, le 3 juin 2015, portant sur la lutte contre la pauvreté et le maintien des programmes de soutien aux personnes vulnérables	1	00:22	2015-06-11	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 38, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec	5	18:07	2015-05-06, 2015-05-12, 2015-05-13, 2015-05-14, 2015-05-19	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 87, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics	4	11:49	2016-02-09, 2016-02-10, 2016-02-15, 2016-02-16	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 88, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales	3	10:42	2016-02-11, 2016-02-16, 2016-02-17	
Étude détaillée du projet de loi n° 74, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015	5	13:16	2015-12-01, 2015-12-03, 2016-02-08, 2016-02-09, 2016-02-23	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 69, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées principalement à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015	2	05:14	2015-11-27, 2015-12-02	
Étude détaillée du projet de loi n° 73, Loi concernant principalement la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public	1	01:56	2015-11-12	
Étude détaillée du projet de loi n° 39, Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives	1	01:20	2015-10-08	
Étude détaillée du projet de loi n° 38, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec	4	16:50	2015-05-27, 2015-05-28, 2015-06-03, 2015-06-04	
Étude détaillée du projet de loi n° 13, Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales	2	02:21	2015-09-22, 2015-09-24	
Étude détaillée du projet de loi n° 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016	4	12:53	2015-04-01, 2015-04-02, 2015-04-13, 2015-04-14	Procédure législative d'exception
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 217, Loi concernant la continuation de La Mine Belleterre Québec Ltée (libre de responsabilité personnelle) et de la Société Minière de la Baie de Boston Ltée	1	00:25	2015-12-01	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	4	19:02	2015-04-22, 2015-04-23, 2015-04-29, 2015-04-30	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise	5	24:52	2015-09-03, 2015-09-04, 2015-09-10, 2015-09-15, 2015-09-16	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la vice-présidence	1	00:01	2015-11-04	
Élection à la vice-présidence	1	00:02	2015-09-16	
Interpellation du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : La gestion gouvernementale des projets informatiques	1	02:01	2015-10-23	
Interpellation du député de Granby au ministre des Finances sur le sujet suivant : Les nombreuses hausses de taxes et de tarifs imposées par le gouvernement libéral aux citoyens québécois	1	02:00	2015-05-29	
Interpellation du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : Les dérives dans la gestion des projets de technologie de l'information au gouvernement	1	02:01	2015-05-15	
Interpellation du député de Mercier au ministre des Finances sur le sujet suivant : Les mesures à prendre pour corriger les injustices fiscales subies par les contribuables en raison des privilèges accordés au 1 % des plus fortunés	1	02:00	2015-04-17	
Interpellation du député de Granby au ministre des Finances sur le sujet suivant : La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire	1	02:00	2016-03-11	
Poursuite du débat sur le discours du budget	3	10:46	2015-04-14, 2015-04-15, 2015-04-16	
Mandats d'initiative				
Le phénomène du recours aux paradis fiscaux	7	18:59	2015-05-12, 2015-05-21, 2015-09-30, 2015-11-17, 2015-11-18, 2015-11-26, 2016-03-24	Mandat non terminé
Séances de travail				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse du mandat d'initiative proposé par le député de Granby concernant l'avenir de la Société des alcools du Québec	1	00:29	2015-09-23	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 51, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives	1	01:50	2015-09-23	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes	9	37:58	2015-08-17, 2015-08-18, 2015-08-19, 2015-08-20, 2015-09-14, 2015-09-15, 2015-09-16, 2015-09-22, 2015-09-23	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 64, Loi sur l'immatriculation des armes à feu	1	01:56	2016-03-23	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 78, Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat	2	03:30	2015-11-25, 2015-11-26	
Étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes	17	52:50	2015-11-19, 2015-11-24, 2015-11-25, 2015-11-26, 2015-11-27, 2015-12-01, 2015-12-02, 2015-12-03, 2016-01-27, 2016-02-09, 2016-02-11, 2016-02-16, 2016-02-17, 2016-02-18, 2016-02-23, 2016-03-08, 2016-03-24	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 51, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives	11	29:34	2015-09-30, 2015-10-06, 2015-10-07, 2015-10-08, 2015-10-20, 2015-10-21, 2015-10-28, 2015-11-03, 2015-11-04, 2015-11-05, 2015-11-10	
Étude détaillée du projet de loi n° 89, Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil	3	09:17	2016-02-24, 2016-02-25, 2016-03-10	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	8	30:13	2015-04-22, 2015-04-23, 2015-04-27, 2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30, 2015-05-04, 2015-05-05	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres	5	16:12	2015-04-15, 2015-04-16, 2015-05-13, 2015-05-14, 2015-05-20	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Consultation générale et auditions publiques sur le document intitulé « Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels »	4	14:26	2015-09-03, 2015-09-04, 2015-09-17, 2015-09-24	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la présidence	1	00:03	2015-09-15	
Élection à la vice-présidence	1	00:03	2015-10-28	
Interpellation du député de Verchères au ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, sur le sujet suivant : Les engagements électoraux des partis politiques fédéraux dans les champs de compétence du Québec	1	02:00	2015-09-25	
Interpellation du député de Chicoutimi et chef de l'opposition officielle au premier ministre sur le sujet suivant : Comme le soulignait le président de l'Islande, le 24 février 2015, « L'indépendance en soi ne peut jamais être négative »	1	02:00	2015-05-08	
Entendre le Directeur général des élections	3	03:08	2016-02-01, 2016-02-01, 2016-02-01	
Mandats d'initiative				
Étude du plan de restructuration annoncé par la directrice des poursuites criminelles et pénales	2	03:42	2015-11-12, 2015-11-18	
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Commissaire à la lutte contre la corruption	2	03:25	2015-11-02, 2015-11-02	
Mandats conférés par une loi				
Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale	7	08:47	2015-05-26, 2015-06-03, 2015-06-10, 2015-10-22, 2015-12-02, 2016-02-17, 2016-03-22	Mandat non terminé
Séances de travail				
Statuer sur la demande de mandat d'initiative du député de Borduas concernant les ressources allouées au Directeur des poursuites criminelles et pénales et du plan du gouvernement dans le cadre de la lutte contre le crime organisé	1	00:25	2015-10-29	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1397-20150922 concernant l'opposition à l'ajout des organismes sans but lucratif, et des appels au public, dans le champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	1	00:27	2015-10-01	
Statuer sur la demande de mandat d'initiative du député de Deux-Montagnes concernant la restructuration de la diplomatie québécoise	1	00:15	2015-09-30	
L'objet de cette séance concerne le mandat de la Commission d'étudier le Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale	1	00:57	2015-04-14	
Statuer sur la demande de mandat d'initiative de la députée de Taschereau d'entendre la présidente de la Commission sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, France Charbonneau, et le commissaire Renaud Lachance afin de faire toute la lumière sur les conclusions du rapport de la Commission, notamment la dissidence du commissaire Lachance	1	00:59	2016-02-16	
Statuer sur la demande de mandat d'initiative de la députée de Taschereau d'entendre la présidente de la Commission sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, France Charbonneau, et le commissaire Renaud Lachance afin de faire toute la lumière sur les conclusions du rapport de la Commission, notamment la dissidence du commissaire Lachance	1	00:42	2016-02-25	
Statuer sur la demande de mandat d'initiative du député de Borduas concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik	1	00:40	2016-03-09	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 77, Loi sur l'immigration au Québec	6	27:31	2016-01-27, 2016-02-02, 2016-02-09, 2016-02-10, 2016-02-11, 2016-02-16	
Étude détaillée du projet de loi n° 77, Loi sur l'immigration au Québec	7,00	23:44	2016-02-23, 2016-03-08, 2016-03-09, 2016-03-10, 2016-03-15, 2016-03-16, 2016-03-17	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	5	19:45	2015-04-23, 2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30, 2015-05-05	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la vice-présidence	1	00:01	2015-09-16	
Interpellation du député de Richelieu à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : L'impact de l'austérité libérale sur les conditions de vie de nos aînés	1	01:59	2015-05-22	
Mandats d'initiative				
Étude des mécanismes entourant la revente des permis octroyant des places en garderies privées subventionnées	2	02:37	2015-06-10, 2015-06-10	
Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale	7	16:02	2015-10-29, 2015-11-17, 2015-11-25, 2015-11-26, 2016-01-18, 2016-01-18, 2016-02-11	Mandat non terminé
Séances de travail				
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 1355-20150916 concernant le resserrement de la pratique des services de garde en milieu familial privés, n° 1360-20150916 et n° 1402-20150922 concernant une campagne de sensibilisation « Alcool ≠ Consentement »	1	00:26	2015-09-29	
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'étude des mécanismes entourant la vente de garderies privées subventionnées	1	01:00	2015-06-03	
Déterminer si la Commission souhaite se saisir de la pétition n° 980-20150402 concernant le Développement du réseau des services de garde éducatifs	1	00:06	2015-05-06	
Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la condition de vie des femmes autochtones	1	00:58	2015-05-28	
Statuer sur une demande de mandat d'initiative portant sur la place des femmes en politique	1	00:16	2016-03-22	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 66, Loi sur les activités funéraires	2	05:58	2015-11-26, 2015-12-01	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 44, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme	5	34:33	2015-08-18, 2015-08-19, 2015-08-20, 2015-08-31, 2015-09-03	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 81, Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres	6	18:35	2016-02-24, 2016-02-25, 2016-03-08, 2016-03-09, 2016-03-10, 2016-03-11	
Étude détaillée du projet de loi n° 66, Loi sur les activités funéraires	3	14:56	2015-12-03, 2016-01-27, 2016-02-09	
Étude détaillée du projet de loi n° 44, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme	6	24:40	2015-11-05, 2015-11-10, 2015-11-11, 2015-11-12, 2015-11-17, 2015-11-18	
Étude détaillée du projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée	28	113:43	2015-05-26, 2015-05-27, 2015-06-03, 2015-06-04, 2015-06-05, 2015-06-08, 2015-06-10, 2015-08-21, 2015-09-04, 2015-09-08, 2015-09-14, 2015-09-15, 2015-09-16, 2015-09-17, 2015-09-22, 2015-09-23, 2015-09-24, 2015-09-29, 2015-09-30, 2015-10-05, 2015-10-06, 2015-10-07, 2015-10-08, 2015-10-20, 2015-10-21, 2015-10-22, 2015-10-27, 2015-10-28	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	5	17:54	2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30, 2015-05-04, 2015-05-05	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation de la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : La volonté du ministre de la Santé et des Services sociaux de légaliser la facturation des frais accessoires aux patients	1	01:52	2015-11-13	
Mandats d'initiative				
Mandat d'initiative - Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée	4	03:24	2015-06-11, 2015-09-24, 2015-10-22, 2015-11-19	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Séances de travail				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1679-20151029 concernant la mise en place d'un service d'hémodialyse à l'Hôtel-Dieu de Gaspé	1	00:20	2015-11-12	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 1332-20150913 concernant la tarification du parc de stationnement du CLSC des Patriotes de Beloeil et n° 1399-20150922 concernant le soutien financier pour les parents d'enfants lourdement handicapés	1	00:25	2015-09-29	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1201-20150604 concernant le remplacement du terme « ambulance » par le terme « paramédic » sur l'uniforme des paramédics du Québec	1	00:11	2015-09-17	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée	1	01:02	2015-06-04	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1074-20150505 concernant la prime de rétention pour les professionnels en soins de la Côte-Nord	1	00:14	2015-05-20	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions nos 1814-20151203 (Maintien de la qualité des soins de santé en Gaspésie), 1861-20160209 et 1865-20160209 (Abolition des mesures d'isolement et de contention physique et chimique dans les hôpitaux québécois) et 1771-20151126 et 1772-20151126 (Abolition des frais accessoires et demande de débat public sur le financement des cliniques médicales au Québec)	1	00:46	2016-02-18	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions nos 1966-20160309, Reconnaissance et soutien aux proches aidants et 1980-201603109, Sauvegarde des résidences spécialisées en autisme et en trouble grave du comportement	1	00:32	2016-03-17	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Mandat de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 76, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal	2	12:07	2015-11-25, 2015-11-26	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 36, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif	2	06:55	2015-06-03, 2015-06-04	
Étude détaillée du projet de loi n° 76, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal	9	32:36	2015-12-02, 2015-12-03, 2016-02-09, 2016-02-11, 2016-02-16, 2016-02-17, 2016-03-16, 2016-03-22, 2016-03-24	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 36, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif	1	04:43	2015-06-11	
Étude des crédits budgétaires 2015-2016	5	21:57	2015-04-23, 2015-04-24, 2015-04-28, 2015-04-29, 2015-04-30	
Consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation intitulé : Cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre du Québec pour 2030	8	29:16	2015-09-30, 2015-10-01, 2015-10-02, 2015-10-06, 2015-10-20, 2015-10-21, 2015-10-22, 2015-10-27	
Consultations particulières et auditions publiques sur le Livre vert intitulé « Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement »	5	29:43	2015-08-31, 2015-09-03, 2015-09-04, 2015-09-10, 2015-09-15	
Consultations particulières et auditions publiques sur le document d'information sur le transport rémunéré de personnes par automobile	5	23:38	2016-02-18, 2016-02-23, 2016-02-24, 2016-03-09, 2016-03-10	
Séances de travail				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 1395-20150922 concernant l'élimination des microbilles des produits cosmétiques	1	00:16	2015-10-06	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 1376-20150917 concernant l'amélioration des services de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et n° 1380-20150917 concernant la reconnaissance des droits des accidentés lourds de la route	1	00:34	2015-10-01	
Séance de travail - Déterminer si la Commission souhaite se saisir de la pétition n° 1010-20150415 concernant le maintien et le développement des services de transport adapté de Saguenay	1	00:21	2015-05-07	

Mandats	Séances	Durée	Dates	Remarques
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 888-20150318 déposée par le député de Jonquière concernant la consignation des bouteilles provenant de la SAQ	1	00:14	2015-04-01	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 1813-20151203 concernant la modification de la Loi sur la qualité de l'environnement en faveur des locataires de parcs de maisons mobiles et n° 1773-20151126 concernant l'Opposition au transport ferroviaire de produits pétroliers au Québec	1	00:29	2016-02-16	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions nos 1923-20160224 et 1924-20160224 concernant la modification du Code de la sécurité routière au sujet des voies réservées	1	00:15	2016-03-16	

Assemblée nationale du Québec
Division de la reprographie et de l'imprimerie



Papier fabriqué au Québec

DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248
commissions@assnat.qc.ca

